



Note d'Information Rapide: Niger - Maradi

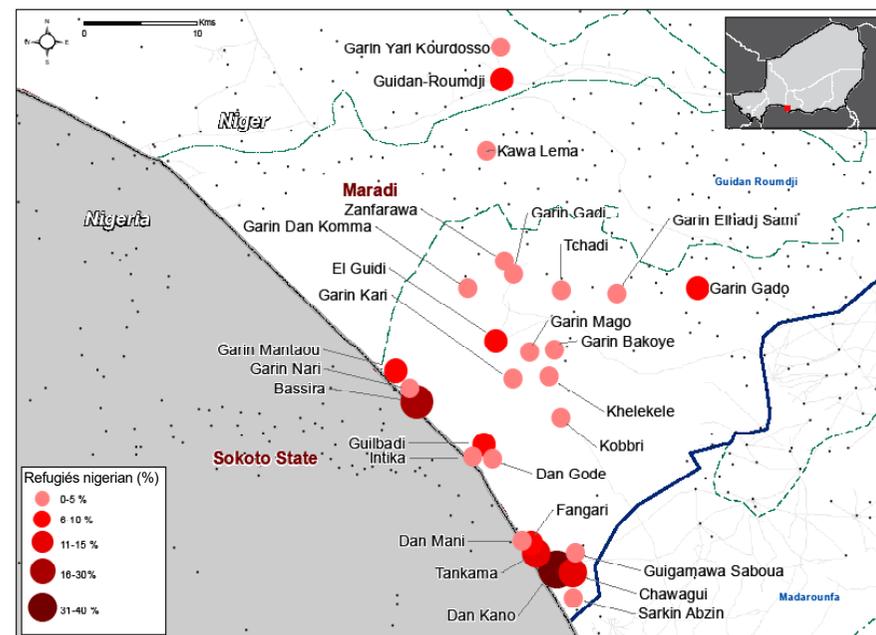
Niamey, 27 juin 2019

CONTEXTE DE LA CRISE

Suite à la détérioration de la situation sécuritaire dans le nord-ouest du Nigeria, près de 25 000 réfugiés nigériens ont fui vers le département de Guidan Roumdji, dans la région de Maradi au Niger, entre avril et juin 2019.¹ La majorité des réfugiés seraient des femmes et des enfants.²

La population déplacée est originaire de villages situés dans l'État de Sokoto, au Nigeria, dans un rayon de 2 km de la frontière nigérienne et s'est installée à proximité immédiate de la frontière.³ La frontière a été rapportée poreuse, avec un risque considérable d'incursions de groupes armés.³ La plupart des réfugiés n'ont pas l'intention de partir tant que la sécurité ne sera pas rétablie dans leurs villages d'origine.³ En l'absence de sites de déplacés, les réfugiés séjournent dans des familles d'accueil au sein de villages nigériens.^{2,3,4} Cependant, de nombreuses familles d'accueil ont du mal à faire face à l'afflux récent de réfugiés, ces familles n'ayant elles-mêmes souvent pas accès aux services de base.^{2,5}

Cette note d'information présente les résultats d'une évaluation rapide de la situation humanitaire réalisée dans un délai de 24 heures à la suite d'une alerte déclenchée dans le cadre du Migration Emergency Response Fund (MERF) le 25 juin 2019. Les résultats reposent sur des données secondaires et trois entretiens avec des informateurs clés (IC), réalisés du 25 au 27 juin, et doivent être considérés à titre indicatif. Ils fournissent un aperçu général de la situation humanitaire et des besoins de la population réfugiée.



PRIORITÉS CLÉS

Sécurité alimentaire et nutrition



L'arrivée des réfugiés nigériens coïncide avec la période de soudure à Maradi, ce qui aggrave l'accès à la nourriture des ménages les plus vulnérables.

EHA et santé



Les populations hôtes et déplacées sont confrontées à un accès limité à l'eau potable et aux latrines. Les services de santé étant limités, les maladies pourraient ne pas être traitées à temps, alors qu'un soutien psychosocial est nécessaire pour aider les réfugiés à surmonter leurs traumatismes.

Shelter



Bien que la plupart des réfugiés soient hébergés par des familles locales, un certain nombre d'entre eux n'ont pas accès à un abri et dorment dehors en plein air.

CONTRAINTES HUMANITAIRES

- Les acteurs humanitaires ont une capacité opérationnelle limitée dans la région.
- Il y a un manque général de fonds et de ressources pour la réponse humanitaire, car la crise humanitaire à Maradi n'avait pas été prise en compte dans les processus de planification humanitaire et de nombreuses organisations n'étant pas encore présentes dans la région.
- Des contraintes de sécurité peuvent survenir si la situation se dégrade avec les incursions de groupes armés et / ou les opérations militaires.

CONTRAINTES EN TERMES D'INFORMATION

- Bien que des évaluations sectorielles et multisectorielles rapides aient été réalisées, la volatilité de la crise appelle à un suivi continu de la situation et des besoins dans la région, ainsi que des données quantitatives publiques et désagrégées.



Note d'Information Rapide: Niger - Maradi

Niamey, 27 juin 2019

IMPACT DE LA CRISE

Besoins humanitaires

L'arrivée des réfugiés a entraîné des besoins humanitaires multisectoriels, tant pour les populations hôtes que pour les populations déplacées. Certains besoins initiaux ont été documentés par une évaluation conjointe des besoins menée par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), réalisée les 9 et 10 mai 2019 et se basant sur des interviews avec 6 511 personnes dans cinq localités.³ Il est cependant important de continuer à surveiller la situation afin de détecter les tendances et les changements de la situation humanitaire, ainsi que les besoins des populations de la région.

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE : La situation en termes de sécurité alimentaire est déjà fragile dans la région, en particulier pendant la période de soudure (juin à septembre), qui coïncide avec la saison des pluies (voir la figure 1). Pendant cette période, la disponibilité des denrées alimentaires diminue et les populations hôtes et déplacées rencontrent des difficultés d'accès à l'alimentation et à la nutrition.^{3,4} Par exemple, depuis le début de la crise de déplacement, le nombre moyen de repas par jour aurait chuté de trois à un pour les adultes, et de trois à deux pour les enfants.³

En outre, les ménages n'ont pas tous constitué de stock de produits alimentaires et les stocks disponibles pourraient ne pas être suffisants, étant donné qu'ils devraient durer deux semaines maximum.³ Il convient toutefois de noter qu'en raison de conditions de marché favorables et d'une bonne saison agricole 2018, le sud de Maradi est actuellement classé dans la catégorie d'insécurité alimentaire «minimale».¹⁵

Pour faire face à l'accès limité à l'alimentation et à la nutrition, le gouvernement du Niger, le HCR et le Programme Alimentaire Mondial (PAM) ont estimé que des distributions de nourriture d'urgence sont nécessaires pour éviter une détérioration de la situation.^{3,7} La plupart des réfugiés ayant perdu leurs moyens de subsistance, des activités génératrices de revenus devraient être développées sur le long terme afin de fournir des ressources durables leur permettant d'accéder à la nourriture.³

ABRIS ET BIENS NON ALIMENTAIRES (BNA) : L'évaluation conjointe a mis en évidence un « manque crucial d'abris et de biens non alimentaires », en particulier des couvertures, des moustiquaires, des nattes, des seaux, des serviettes hygiéniques et du savon.³ Tandis que l'aide en BNA a commencé, avec des distributions en cours ou prévues^{5,6}, les abris d'urgence font encore

cruellement défaut.^{3,5} Selon les entretiens avec les IC, un certain nombre de réfugiés dorment dans des mosquées ou en plein air.⁴ De plus, il pourrait ne pas être viable de compter sur les populations hôtes pour accueillir les réfugiés à long terme, compte tenu de l'accès limité aux ressources et aux services de base de la population hôte.⁵

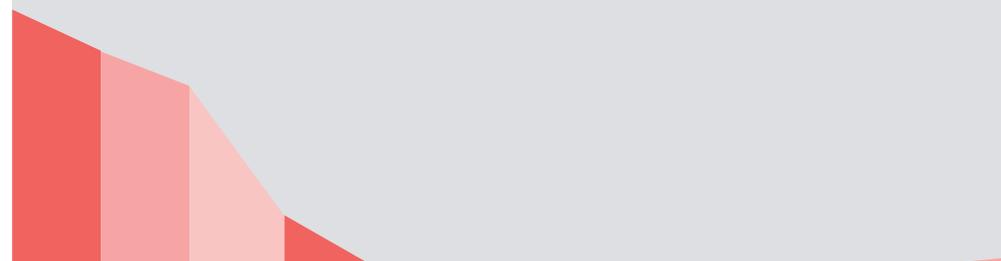
SANTÉ : Il y a un manque général de centres de santé et la population locale est confrontée à des difficultés d'accès aux cliniques et aux médicaments.^{3,7} Un grand nombre d'enfants n'a pas été vacciné et des problèmes liés à la santé reproductive et au virus de l'immunodéficience humaine (VIH) ont également fait surface.⁷

EAU HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT (EHA) : La population croissante de réfugiés a engendré une forte pression supplémentaire sur les sources en eau existantes, dont la capacité était déjà limitée avant la crise. Les réfugiés dépendent actuellement en grande partie des eaux de surface, ce qui risque de véhiculer des maladies d'origine hydrique.⁵ Il est donc nécessaire d'améliorer les sources d'eau existantes, d'envisager le transport de l'eau par camion et de promouvoir le traitement des eaux de surface.^{3,7,8} Les risques pour la santé sont encore aggravés par le manque de latrines, qui pousse la majorité des réfugiés à pratiquer la défécation à l'air libre.⁵

PROTECTION : De nombreux réfugiés ont besoin d'un soutien psychosocial en raison de la violence et de l'insécurité vécue dans leurs villages d'origine et lors de leur déplacement vers le Niger.^{3,4,9} En particulier, le nombre élevé d'enfants et de femmes indique des besoins importants en termes de protection de l'enfance et de prévention de la violence basée sur le genre.⁹

1. PLUIE TOTALE (MM) À MARADI, JUIN 2018 - MAI 2019¹³

Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Nov	Déc	Jan	Fev	Mar	Avr	Mai
53.0	44.3	36.1	11.4	0.4	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.2	2.3





Note d'Information Rapide: Niger - Maradi

Niamey, 27 juin 2019

Groupes vulnérables

- La majorité des réfugiés sont des femmes (58%) et des mineurs (73%).⁵ Les hommes adultes sont généralement restés sur place pour protéger leurs biens. Cependant, plusieurs rapports font état de femmes n'ayant reçu aucune nouvelle de leur mari depuis leur arrivée au Niger.^{3,10} Selon l'un des IC, les femmes et les enfants sont particulièrement exposés au recrutement forcé par des groupes armés non étatiques.⁴
- Certaines femmes et filles auraient été victimes d'enlèvements, de viols et de violences sexuelles et ont particulièrement besoin d'un soutien psychosocial.³ Les violences sexuelles et sexistes demeurent un risque pour la population réfugiée, d'où la nécessité d'un mécanisme de référence pour répondre à de tels incidents et limiter la stigmatisation des survivants.³
- Un nombre élevé d'enfants parmi la population de réfugiés ne peut plus aller à l'école. Des besoins éducatifs importants peuvent apparaître si les enfants restent déplacés après le début de la nouvelle année scolaire en octobre.^{3,6} Il convient de noter que les enfants nigériens pourraient être confrontés à des difficultés supplémentaires étant donné que les écoles enseignent généralement en français.
- Une présence significative de personnes ayant des besoins spécifiques a été enregistrée parmi les réfugiés arrivés entre avril et juin 2019, y compris des femmes enceintes (364), des enfants non accompagnés et séparés (247), des personnes handicapées (123), des personnes atteintes de maladies chroniques (244), des personnes âgées (538) et des personnes ayant subi des actes de torture (826).³
- Les IC ont signalé un risque de stigmatisation de membres de certains groupes ethniques, qui pourraient être accusés d'avoir commis des actes de violence et d'avoir soutenu des groupes armés.⁴

Causes de la crise

Les données secondaires disponibles et les IC tendent à convenir que la violence n'est pas liée aux mouvements djihadistes qui sont actifs vers l'est de la frontière entre le Niger et le Nigeria, mais qu'elle est plutôt causée par une combinaison de banditisme et de tensions

intercommunautaires dans les états nigériens de Sokoto et de Zamfara.^{2,5,9} Si le banditisme est relativement répandu dans le nord du Nigeria, la violence actuelle est disproportionnée par rapport aux tendances normales, car elle inclut des enlèvements généralisés, des violences sexuelles et des meurtres.^{2,3,5,10}

La violence aurait commencé par des vols de bétail et des tensions entre éleveurs et agriculteurs dans le nord-ouest du Nigeria; une zone difficile à atteindre.² En réaction, les autorités nigérianes et nigériennes ont mis en place un système visant à limiter les vols et à gérer les mouvements transfrontaliers de bétail.^{5,10} Cependant, la situation s'est détériorée lorsque les tactiques des groupes armés se sont transformées en enlèvements, qui seraient perçus comme étant plus rentables que les vols de bétail.⁵

Les motivations exactes des bandits et des groupes armés restent floues. Tandis que la plupart des sources affirment qu'il s'agit de groupes « sans nom ni programme »,⁹ certaines rapportent que la violence pourrait être exploitée par des groupes armés ethniques ou religieux.⁴ La plupart des régions du nord-ouest du Nigeria, proches de la frontière nigérienne, sont considérées comme difficiles d'accès, avec des obstacles importants à l'obtention d'informations fiables.

Selon la Direction Régionale de l'Etat Civil (DREC) nigérienne, la plupart des réfugiés interrogés ont indiqué un manque de sécurité lié à l'absence des autorités nigérianes et des forces de défense pour expliquer leur déplacement (41%). La crainte d'assassinat ou d'enlèvement ont été citées à titre de deuxième (25%) et de troisième (18%) raisons.¹⁰

Les facteurs aggravants

La grande majorité des réfugiés est hébergée dans des ménages nigériens, généralement déjà vulnérables et confrontés à un manque de ressources et d'accès aux services de base, notamment en matière d'EHA, de soins de santé et d'éducation.^{4,5,9} Dans certains villages, le nombre de réfugiés dépasse la population non déplacée, ce qui crée une pression supplémentaire importante sur les services et les ressources existants.^{3,5} En outre, les réfugiés sont arrivés au début de la période de soudure, une période où les besoins sont renforcés, en particulier en termes de sécurité alimentaire.⁹ Enfin, un certain nombre de réfugiés n'ont pas de carte d'identité ou de certificat d'acte de naissance, ce qui complique leur enregistrement et leur assistance par les autorités Nigériennes et le HCR.^{3,5}



Note d'Information Rapide: Niger - Maradi

Niamey, 27 juin 2019

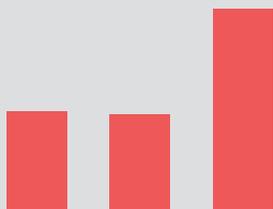
Perspectives

Risques saisonniers

Les mois de juin à septembre marquent la saison de soudure et des pluies au Niger, caractérisée par un certain nombre de risques qui pourraient entraîner des besoins supplémentaires au cours des trois prochains mois. En particulier, le risque d'inondation est important, touchant près de 65 000 personnes dans la région l'année dernière (voir figure 2), dont près de 20 000 dans le département de Guidan Roumdji (le quatrième département le plus touché par les inondations au Niger en 2018). En outre, la région étant sujette aux épidémies pendant la saison des pluies, telles que le choléra (voir figure 3) et qu'elle est confrontée à des infrastructures et services EHA limités et utilisés par une population croissante, les maladies peuvent se propager plus facilement.⁵ La saison des pluies entraîne également un risque plus élevé de paludisme, ce qui est particulièrement préoccupant compte tenu du manque de médicaments et de moustiquaires dans les villages hôtes.⁵

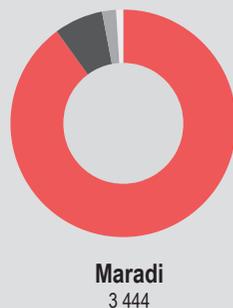
2. NOMBRE DE PERSONNES AFFECTÉES PAR LES INONDATIONS DANS LA RÉGION DE MARADI¹¹

2016	2017	2018
32 338	31 260	64 830



3. NOMBRE DE CAS DE CHOLÉRA AU NIGER EN 2018, PAR RÉGION¹²

Tahoua	Dosso	Zinder
294	65	21



Insécurité et mouvements de population

Il existe un risque important d'incursions de groupes armés venus du Nigeria, ce qui pourrait mettre en danger les réfugiées et la population non déplacée habitant proche de la frontière poreuse entre les deux pays.⁵ Un groupe armé aurait même menacé les représentants des réfugiés nigériens de payer une rançon et de cesser de coopérer avec les forces armées, faute de quoi le groupe armé attaquerait les réfugiés en territoire nigérien.³

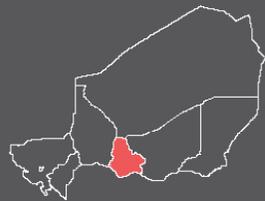
Pour limiter les risques sécuritaires liés aux incursions et aux attaques potentielles et afin de trouver des solutions plus durables, le gouvernement et le HCR envisagent de déplacer les réfugiés dans un lieu plus proche du centre de la région, à au moins 50 km de la frontière.^{2,3} Ces « villages d'opportunité » seraient identifiés sur la base de leur capacité d'absorption des réfugiés nigériens.⁴

En outre, compte tenu de la porosité de la frontière, de nouvelles vagues de violence pourraient se produire, entraînant des mouvements de population et une augmentation des besoins humanitaires. Selon le HCR, il existe une « forte probabilité »⁹ de nouveaux déplacements, qui se poursuivront tant que durera l'insécurité le long de la frontière. De plus, des attaques potentielles du côté nigérien de la frontière pourraient entraîner des déplacements de personnes à l'intérieur du pays, en plus des réfugiés.⁴

Cependant, compte tenu de la nouveauté des événements survenus dans le nord-ouest du Nigeria, il est difficile de prévoir les tendances en matière de violence et de déplacements de population ; « la situation évolue et peut changer à tout moment ». ⁴ Enfin, la stabilité et une réponse efficace pourraient inciter davantage de ressortissants nigériens à franchir la frontière au lieu d'opter pour le déplacement à l'intérieur du Nigeria.⁴

Mise en œuvre du lien entre le développement humanitaire et le développement

Étant donné que les déplacements risquent de se prolonger, en particulier dans le contexte d'insécurité persistante dans le nord-ouest du Nigeria, une forme d'assistance plus durable devra être identifiée, notamment dans le cadre d'une éventuelle réinstallation dans des villages d'opportunité.⁴ La présence significative des acteurs du développement avant la crise accroît la possibilité de rendre opérationnel le nexus humanitaire-développement. Les acteurs humanitaires sont déjà en discussion avec la Banque Mondiale et la Banque Africaine de Développement pour débloquer des ressources lorsque les besoins humanitaires vont au-delà de l'aide d'urgence.⁴



Note d'Information Rapide: Niger - Maradi

Niamey, 27 juin 2019

CAPACITÉ DE RÉPONSE

Réponse actuelle

Mise en place et coordination de la réponse

Depuis le début de la crise, les autorités nigériennes travaillent avec le HCR à la coordination de l'assistance aux réfugiés nouvellement arrivés et à la gestion du processus d'enregistrement.⁵ Plus de 18 000 personnes avaient déjà franchi les premières étapes de l'enregistrement en juin 2019.^{2,14} De plus, les autorités nigériennes ont discuté de la situation en matière de sécurité dans la zone frontalière avec le gouvernement nigérien, en vue de faciliter le retour éventuel, volontaire et en toute sécurité, de la population affectée.⁴ De plus, plusieurs réunions de coordination humanitaire ont été organisées à Maradi, sous la direction conjointe du gouverneur de Maradi et du HCR.⁵

Sur la base de l'évaluation conjointe des besoins menée par le HCR, un plan d'intervention initial de trois mois a été mis au point dans l'objectif de fournir une assistance humanitaire multisectorielle d'urgence, ciblant 20 000 réfugiés nigériens et 7 000 membres de la population hôte nigérienne.⁷ Les fonds destinés au plan de 5 millions de dollars américains sont actuellement en train d'être mobilisés. Pour coordonner les efforts énoncés dans le plan, le HCR envisage un mécanisme de coordination à trois niveaux (stratégique, technique et opérationnel), à mettre en œuvre aux niveaux national et régional, ainsi qu'au niveau de chaque domaine d'intervention.⁷

En définitive, si la crise persiste au-delà de la période initiale de trois mois, les acteurs de l'aide chercheront des moyens de fournir une forme d'assistance plus durable, en adoptant une approche fondée sur le lien entre l'aide humanitaire et le développement.⁴ Par exemple, cela pourrait comprendre des abris de transition plutôt que des abris d'urgence (en dehors des villages d'opportunité), des activités génératrices de revenus et des transferts monétaires conditionnels.⁴

Réponse d'urgence

Un certain nombre d'acteurs a déjà démarré une intervention d'urgence. Le cluster EHA a créé une vue d'ensemble des besoins EHA et des actions proposées.⁸ En outre, Action Contre la Faim (ACF) a mené une intervention EHA dans le cadre du Mécanisme de Réponse Rapide (RRM), sensibilisant aux pratiques EHA et en distribuant des Aquatabs à 3 553 bénéficiaires sur 11 sites.⁴ La Croix-Rouge Nigérienne a demandé des fonds pour fournir principalement

une assistance principalement en matière de santé et en EHA aux populations réfugiées et hôtes.⁵ En règle générale, l'assistance en matière de santé est mobilisée organisée par le gouvernement nigérien.¹⁴

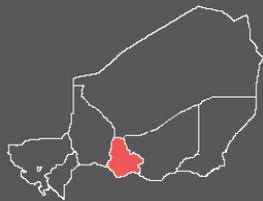
Le PAM et le gouvernement répondent aux besoins en matière de sécurité alimentaire et de nutrition et organisent des distributions mensuelles de vivres pour venir en aide à 20 000 personnes depuis juin.^{5,14} L'assistance BNA a commencé avec une distribution réalisée par le Norwegian Refugee Council (NRC)⁴ pour soutenir 3 396 ménages, tandis que d'autres ONG et l'UNICEF en planifient actuellement d'autres.^{5,6,14}

Un certain nombre d'interventions sont envisagées dans le domaine de la protection.⁶ Le plan d'intervention du HCR vise à prévenir et à limiter les risques de protection les plus graves en garantissant l'accès aux zones touchées, en mettant en place un mécanisme de prévention des incidents de protection et en favorisant la coexistence pacifique entre populations hôtes et réfugiés.⁷ En outre, plusieurs organisations ont confirmé disposer de ressources pour répondre aux préoccupations en matière de protection, notamment des travailleurs sociaux pour le soutien psychosocial et le renforcement des capacités.^{5,6,14}

Lacunes dans la réponse

Alors que l'activité humanitaire augmente progressivement, un certain nombre de lacunes subsistent:

- EHA et santé : il est primordial de prévenir de nouvelles épidémies, en particulier de choléra, présent dans la région au cours de la dernière saison des pluies. La propagation de maladies contagieuses peut être aggravée par les mauvaises pratiques actuelles en matière d'EHA.
- Abri : un certain nombre de réfugiés n'ont pas accès à un abri et, avec l'incertitude actuelle quant à leur éventuel transfert éventuel, les distributions d'abris d'urgence n'ont pas encore commencé en juin 2019.



Note d'Information Rapide: Niger - Maradi

Niamey, 27 juin 2019

- Protection : tandis que certains acteurs ont déjà exprimé leur disponibilité initiale, un soutien continu sera essentiel, compte tenu des traumatismes de la population affectée et du grand nombre de femmes et d'enfants réfugiés.
- Education : compte tenu du nombre important d'enfants, des besoins en éducation peuvent apparaître, en particulier avec le début de la nouvelle année scolaire (2019-2020).

Contraintes humanitaires

- L'une des principales préoccupations identifiées par les IC est le manque de capacité opérationnelle. De nombreuses organisations humanitaires ne sont pas présentes à Maradi (y compris le HCR) et ont besoin de déployer du personnel d'autres régions du pays.⁴ En outre, la connaissance du contexte de la région de Maradi est souvent limitée parmi les acteurs humanitaires, car ils se sont largement concentrés sur les crises dans les régions de Diffa, Tillabéri et Tahoua.
- Alors que l'assistance d'urgence est mise en place, les fonds et les ressources nécessaires à la réponse humanitaire continuent de faire défaut. Le plan de réponse humanitaire de 2019 ne prend pas en compte cette réponse, alors que les crises existantes dans le pays s'aggravent.⁴
- Bien que la zone soit apparemment accessible, des risques pour la sécurité peuvent survenir, limitant l'accès aux populations touchées en raison de la présence de groupes armés et / ou d'opérations militaires.⁴

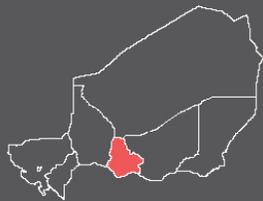
Lacunes et besoins en information

Bien que l'évaluation conjointe des besoins constitue une base, il existe un manque général d'informations sur la situation et les besoins, en particulier dans les domaines suivants:

- Un suivi de la situation humanitaire et de l'évolution rapide des besoins, ainsi que des données quantitatives représentatives et désagrégées.
- La compréhension des services et des infrastructures disponibles et de la capacité d'absorption de « villages d'opportunité » potentiels.
- informations sur la situation humanitaire et les dynamiques de violence dans le nord-ouest du Nigeria ayant entraîné le déplacement de réfugiés vers le Niger.

NOTES

1. Le terme « réfugiés » est utilisé dans ce contexte pour désigner toutes les personnes qui ont fui l'État de Sokoto au Nigéria pour se rendre dans la région de Maradi au Niger en avril et mai 2019.
2. HCR, « De violentes attaques au Nigéria poussent des milliers de réfugiés à fuir vers le Niger », 28 Mai 2019.
3. HCR et la République du Niger, « Situation des réfugiés Nigériens à Maradi : Rapport de la mission conjointe », 21 Mai 2019.
4. Entretiens avec des Informateurs Clés, réalisés les 25 et 26 juin 2019.
5. IFRC, « Plan d'Action d'Urgence (EPoA) - Niger: Mouvement de Population », 24 juin 2019
6. Cluster Protection Niger, « Cartographie des Intervenants - Zone de Maradi », 5 Juin 2019.
7. HCR, « Plan de réponse à l'afflux de réfugiés en provenance du Nigéria dans la région de Maradi: Résumé », Juin 2019 (présentation).
8. Cluster EHA Niger, « Récapitulatif du budget des actions immédiates et des actions à moyen terme sur les 12 sites visités », 13 Juin 2019.
9. HCR, « Situation à Maradi: Réunion d'information générale/OCHA », 29 Mai 2019 (présentation).
10. Direction Régionale de l'Etat Civil (DREC) Niger, « Réunion de coordination Maradi: Situation/ information générale sur les réfugiés », Juin 2019 (presentation).
11. Données partagées à REACH par le Ministère Nigérien de l'Action Humanitaire et de la Gestion des Crises et le groupe de travail sur les Abris et Biens Non Alimentaires en octobre 2018.
12. UNICEF, « Aperçu épidémique de choléra & réponse EHA - Niger - 2018 », 28 février 2019 (présentation).
13. Météo Mondiale en Ligne, « Moyennes climatiques mensuelles à Maradi », <https://www.worldweatheronline.com/maradi-weather-averages/maradi/ne.aspx> (visited 2 Juillet 2019).
14. HCR, « Situation des réfugiés nigériens, région de Maradi : 3W - Qui Fait Quoi et Où ? », 20 Juin 2019.
15. FAO, « Sahel and West Africa - Cadre Harmonisé », Mars 2019.



Note d'Information Rapide: Niger - Maradi

Niamey, 27 juin 2019

MÉTHODOLOGIE

- Cette note d'information présente les conclusions d'une évaluation rapide de la situation humanitaire des réfugiés nigériens à Maradi. Elle a été menée dans un délai de 24 heures à la suite d'une alerte lancée par Mercy Corps le 25 juin 2019 dans le cadre du MERF du Start Network. Cette note d'information vise à informer la prise de décision des membres du Start Network quant à la validation de la demande d'alerte / de financement.
- L'évaluation rapide repose sur un examen des données secondaires, trois entretiens structurés avec des IC et trois consultations informelles avec des membres de la communauté humanitaire. Les organisations et les structures de coordination interrogées ou consultées incluent OCHA, le HCR, le Mécanisme de Réponse Rapide, le Groupe de travail ABNA et le groupe de travail EHA.
- Les IC ont été sélectionnés sur la base de leur expertise de la crise actuelle des réfugiés à Maradi et de la coordination de la réponse humanitaire. Les entretiens ont été menés par téléphone ou par Internet avec des questionnaires pré-développés et semi-structurés.
- Plusieurs organisations et structures de coordination ont été consultées pour trianguler des informations et obtenir des informations spécifiques sur leurs secteurs ou leurs problèmes d'expertise.
- L'examen des données secondaires comprenait des sources d'information accessibles au public (publications, articles de presse), des sources d'information distribuées aux membres des Clusters et des groupes de travail, ainsi que des sources partagées de manière confidentielle et pour lesquelles l'information devait être corroborée.
- En raison de la méthodologie utilisée pour l'évaluation, les résultats ne sont qu'indicatifs et donnent un aperçu général de la situation humanitaire actuelle et des besoins des réfugiés nigériens et des populations hôtes.
- Compte tenu des contraintes de temps et du manque de données publiques disponibles, les activités humanitaires mentionnées dans cette note d'information peuvent ne pas être exhaustives.

À PROPOS DE REACH

REACH Initiative facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de redressement et de développement.

Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, suivie d'une analyse approfondie de celles-ci. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination inter-agences. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche – Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAT).

À PROPOS DE START

Le Start Network est composé de 40 agences d'aide nationales et internationales des cinq continents. Leur objectif est de fournir une aide efficace, en exploitant le pouvoir et les connaissances du réseau afin de prendre des décisions plus rapides et plus efficaces pour aider les personnes touchées par les crises.

La Migration Emergency Response Fund (MERF) est un programme d'intervention rapide financé par le Royaume-Uni, géré par le Start Network pour faire face aux changements du contexte, aux lacunes persistantes et aux besoins pressants le long de la route migratoire de la Méditerranée centrale.